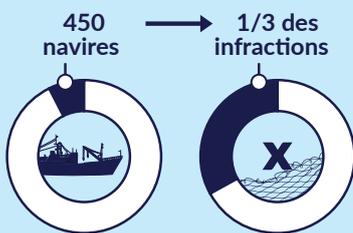


Quelques entreprises sont responsables d'une part importante de la criminalité liée à la pêche

Une étude recommande des peines plus sévères pour les pires contrevenants, un ciblage moindre des pêcheurs artisanaux

RÉSULTATS CLÉS

- Les activités illégales liées à la pêche sont très concentrées. Seuls 450 navires liés à 20 entreprises étaient responsables d'un tiers des infractions liées à la pêche signalées dans le secteur industriel.



Pavillon du navire	Infractions	Société
Chine	59%	12
Indonésie*	15%	1
Corée du Sud	11%	1
Panama	10%	2
Sierra Leona	1%	1
Colombie	1%	1
Canada	1%	1
Équateur	1%	1

*Les preuves suggèrent que la société avec ce pavillon est une filiale d'une société chinoise.

- Les infractions impliquant des navires de pêche vont au-delà de la pêche illégale : 11 % des infractions sont des violations des droits de l'homme et 3 % sont de la contrebande.
- Les pires contrevenants s'exposent souvent à peu de conséquences, en partie parce que les agences des pêches peuvent uniquement appliquer les règles liées à la pêche. Les auteurs recommandent donc des sanctions plus sévères, telles que la confiscation des navires et des peines d'emprisonnement.
- Pour la pêche artisanale illégale, les auteurs recommandent de réduire les sanctions et de se concentrer sur les causes sous-jacentes, telles que la pauvreté et le déplacement.

Une poignée relative d'entreprises sont responsables d'une grande partie des délits liés à la pêche, y compris des violations des droits de l'homme, et les sanctions sont souvent inadéquates. Ces observations résultent d'une nouvelle recherche menée par Dyhia Belhabib d'Ecotrust Canada et Nautical Crime Investigation Services.

La pêche illégale, estimée à environ un quart de l'ensemble de la pêche, menace les écosystèmes marins et les moyens de subsistance des pêcheurs respectueux des lois. En outre, des preuves grandissantes démontrent que la pêche illégale est parfois liée à d'autres infractions, telles que le travail forcé, le blanchiment d'argent et la fraude fiscale.

L'équipe de chercheurs, soutenue par Oceana, a récemment publié deux études portant sur ce problème complexe. La première est un examen, le plus complet à ce jour, des données mondiales sur les infractions en matière de pêche, tandis que la seconde se concentre sur la pêche illégale dans le secteur artisanal. Ensemble, ces études proposent des mesures importantes pour lutter contre cette activité illégale tout en soutenant une pêche durable et légale.

ÉTUDE DE LA PLUS GRANDE BASE DE DONNÉES SUR LES ACTIVITÉS CRIMINELLES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

La première étude de Belhabib, co-écrite par Philippe Le Billon de la School of Public Policy and Global Affairs de l'Université de la Colombie-Britannique, a été publiée en mars 2022 dans la revue *Science Advances*. Elle examine la plus grande base de données au monde sur les crimes liés à la pêche. Cette base de données comprend 7 962 infractions présumées et confirmées, telles que trouvées dans les rapports des gouvernements, des ONG, des médias et autres de 2000 à 2020.

Comme point de départ, les chercheurs ont examiné quelles infractions étaient les plus courantes. Environ la moitié étaient des incidents de pêche sans licence ou permis, principalement signalés pour les pêcheurs artisanaux. Ces opérations à petite échelle sont typiques de la grande majorité des pêcheurs du monde, qui emploient des méthodes artisanales et éprouvent souvent des difficultés à obtenir les licences requises.

Environ un tiers des infractions étaient d'autres types de violations de la pêche; et 11% étaient des violations des droits du travail et des droits de l'homme. Ces deux catégories d'infractions étaient principalement commises par des exploitants de navires industriels.

Les chercheurs ont également recherché qui était responsable des activités illégales. Pour 1 700 incidents, ils ont été en mesure d'identifier les bénéficiaires effectifs (ou propriétaires « véritables ») des navires impliqués en consultant des bases de données, des registres d'entreprises et d'autres sources. Résultat : plus d'un tiers de ces infractions étaient associées à seulement 20 entreprises (voir le tableau 3 de l'article *Science Advances*) et 450 navires, soit une fraction des 6 053 navires uniques dans la base de données et une infime minorité parmi les dizaines de milliers de navires industriels et un total de 5 millions de navires sur l'océan mondial.

Répartition des types d'infractions

- Directement liée à la pêche
- Indirectement liée à la pêche



Par secteur, parmi les infractions pour lesquelles le secteur est divulgué

- Artisanale
- Industriel



*Se rapportant à l'équipement, à la saison ou à la zone ; sous-déclaration; quotas

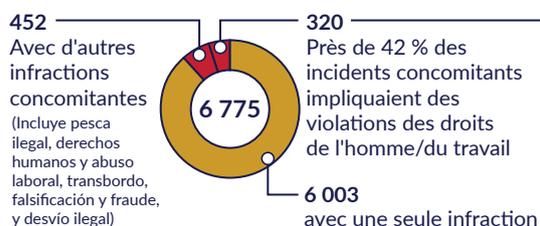
EN CAS D'INFRACTIONS MULTIPLES, DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SONT FRÉQUENTES

L'étude a également examiné de près les incidents impliquant plus d'une infraction. Le travail forcé à bord des navires de pêche a attiré l'attention ces dernières années, mais personne n'a systématiquement évalué à quel point il est lié à la pêche illégale.

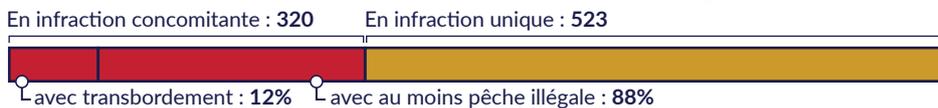
Les chercheurs ont découvert que les bateaux de pêche étaient accusés de deux infractions ou plus dans 12 % de tous les incidents. Près de 42 % de ces incidents, soit un total de 320, impliquaient des violations des droits de l'homme ou des violations du droit du travail, la grande majorité se produisant en même temps que la pêche illégale. Et ce nombre peut être sous-estimé, car il n'est pas clair si les pratiques de travail sont surveillées de manière systématique.

Ces conclusions confirment un lien substantiel entre la pêche illégale et les infractions graves non liées à la pêche. Les forces de l'ordre peuvent être en mesure d'utiliser ce lien pour créer de meilleurs profils de comportement criminel et améliorer la détection. Pour aider à cet effort, les auteurs recommandent que les nations et les agences partagent plus de données entre elles et avec les chercheurs.

Incidents avec infractions concomitantes



Comment les violations des droits de l'homme ont été enregistrées



Répartition des violations des droits de l'homme, par secteur



LACUNES DANS L'APPLICATION

Une tendance claire est que l'écrasante majorité des infractions aux droits de l'homme et des abus du travail impliquent des navires de pêche industrielle. Cependant, selon l'étude, de telles infractions entraînent généralement de petites amendes, et les peines de prison sont généralement infligées aux équipages, et non aux propriétaires de navires.

L'une des raisons de ces faibles peines tient apparemment au fait que les agences de pêche ne considèrent pas qu'il soit de leur devoir de contrôler les infractions non liées à la pêche. L'étude recommande donc que l'application de la loi s'attaque à l'éventail complet des infractions associées aux navires de pêche, quel que soit l'organisme chargé de l'application. Il recommande également des conséquences plus sévères, telles que des saisies de navires et des peines d'emprisonnement, pour les propriétaires qui bénéficient de ces infractions.

MOTEURS DE L'ACTIVITÉ ILLÉGALE DANS LA PÊCHE ARTISANALE

Dans la deuxième étude, publiée en décembre 2021 dans la revue *Nature Human Behaviour*, les auteurs examinent l'activité illégale dans la pêche artisanale. La cupidité est rarement le principal moteur des pratiques illégales dans ce secteur, selon Belhabib, Le Billon et leur co-auteur, Nathan Bennett de The People's Seas Initiative à North Vancouver, Canada.

Les facteurs les plus importants sont la pauvreté et le déplacement des zones de pêche traditionnelles par les navires industriels. Et pourtant, les forces de l'ordre actuelles criminalisent les pêcheurs artisanaux et ne s'attaquent pas aux moteurs de l'activité illégale, selon les auteurs.

Ils recommandent donc de dépenaliser certaines infractions mineures et de se concentrer plutôt sur les pratiques les plus nocives.



Facteurs	Réponses politiques	Moyens de soutien aux pêcheurs artisanaux
Cupidité, opportunité	Application militarisée	Concentrer l'application sur les principaux contrevenants
	Restriction d'accès au marché	Accès au marché pour les pêcheurs artisanaux
Pauvreté, éducation	Moyens de subsistance alternatifs	Promouvoir les moyens de subsistance côtiers
	Sensibilisation aux règles	Établir des règles adaptées aux petits pêcheurs
Culture, normes	Respect et dialogue	Veiller à des engagements culturellement appropriés
	Tutelle communautaire	Aborder les relations de pouvoir communautaires inégales
Agence, sens du lieu	Inclusion dans la prise de décision	Appliquer le principe du consentement au niveau communautaire
	Pêche communautaire	Promouvoir la gestion communautaire des zones
Exclusion, déplacement	Propriété et droits locaux	Favoriser des pratiques durables et socialement inclusives
	Interdictions de pêche industrielle	Réduire la pression industrielle sur les petits pêcheurs

DE FUTURES RECHERCHES POUR MIEUX CIBLER LA CRIMINALITÉ LIÉE À LA PÊCHE

Les auteurs notent que leur étude est loin d'être un examen exhaustif du problème. En particulier, la base de données qu'ils ont utilisée, bien que volumineuse, n'enregistre pas toutes les infractions liées à la pêche (la base de données est publique et consultable sur <http://spyglass.fish/>). La recherche pourrait être encore plus utile, selon eux, si les agences et les nations partageaient et communiquaient davantage de données.

Le résultat pourrait être une meilleure compréhension de la diversité et de la complexité des activités illégales en mer. Cela, à son tour, pourrait aider les chercheurs et les décideurs à trouver des moyens de dissuader plus efficacement les pires contrevenants, ainsi que de soutenir les moyens de subsistance de ceux qui pêchent de manière responsable.



Pour le rapport complet, veuillez visiter: www.oceana.org/fishycrimes

TOI@oceana.org



Belhabib, D., and Le Billon, P., *Sci. Adv.* (2022) <https://doi.org/10.1126/sciadv.abj1927>

Belhabib, D., Le Billon, P., & Bennett, N.J., *Nat. Hum. Behav.* (2021) <https://doi.org/10.1038/s41562-021-01256-9>